

Au-delà du symbole que représente l'arrivée pour la première fois d'une femme rue de Grenelle, ce qui importe, pour la FSU, c'est l'action qu'elle va conduire à partir de cette rentrée. L'urgence est à l'amélioration des conditions de travail des enseignants, levier indispensable pour la réussite de tous les élèves. L'urgence est aussi de rétablir la confiance avec des enseignantes et des enseignants des écoles lassés des annonces sans lendemain, en quête de sérénité, de considération et de moyens pour bien faire leur métier. Dans ce cadre, il faudra que soit confirmée la priorité au primaire, notamment en terme budgétaire.

Mais cette valse des chefs lors du remaniement ministériel apparaît plutôt comme une confirmation des choix libéraux du gouvernement. Politique toujours tournée vers l'austérité avec notamment son pacte de responsabilité. Le gouvernement continue de mettre le cap sur une austérité qui mène à l'impasse et qui met à mal tous les services publics.

La FSU a déjà dénoncé depuis longtemps ces choix politiques et budgétaires car d'autres alternatives, plus justes sont possibles. La FSU continuera à défendre des services publics de qualité qui sont une nécessité pour notre société. Cela passe, évidemment par des moyens à la hauteur. Cela se traduit par de réelles créations de postes, une baisse des effectifs, le retour en masse des RASED, la généralisation du «plus de maîtres que de classes», une scolarisation plus importante des moins de 3ans, une formation digne de ce nom...

Nous ne nous contenterons pas du «c'est mieux que rien». Pour la FSU, le «mieux que rien » n'est pas assez pour permettre la réussite de tous les élèves, pour améliorer les conditions de travail largement dégradées des personnels et pour offrir un service public d'éducation de qualité à tous les usagers.

Quelques postes, ce n'est pas assez quand on veut plus d'équité scolaire, quand on veut faire réussir tous les élèves, quand on veut une école de qualité. Les enseignants sont très engagés dans leur métier : donnez-leur les moyens de bien le faire.

Il va falloir que l'administration entende le désarroi de ces enseignant-es des petites écoles qui ont du mal à travailler si les effectifs sont chargés. Il va falloir que l'administration entende l'inquiétude des parents qui se demandent pourquoi leurs enfants ont des conditions d'apprentissages dégradées.

Le nombre d'élèves par classe est un des facteurs de la réussite et de l'échec des élèves, c'est encore plus vrai dans ces petites écoles. Dans notre département, fortement rural mais aussi avec un fort taux d'élèves en éducation prioritaire, nous vous demandons d'attacher plus d'importance à cette question de la spécificité des petites écoles rurales, notamment en ce qui concerne la difficulté des répartitions pédagogiques lors des phases de la carte scolaire. D'autant plus qu'elles accumulent les difficultés : la vacance des postes de RASED, le manque d'accès à la culture, la difficulté de mise en place de la réforme des rythmes et les problèmes de remplacement... La spécificité de ces écoles à double voire à triple ou quadruple niveau est de plus en plus niée lors de l'élaboration de la carte scolaire.

Pour cette nouvelle rentrée, la FSU espère donc qu'aucune autre fermeture de classe ne sera prononcée.

Le SNUipp avec la FSU seront aussi très attentif à la mise en place généralisée des nouveaux rythmes. Nous rappelons que les enseignants, comme les élèves, n'ont pas à faire les frais d'une réforme mal préparée et mal financée, davantage centrée sur la périscolaire que sur les rythmes d'apprentissage des élèves.

Nous accompagnerons tous les collègues qui nous solliciteront à ce sujet et nous réitérons notre demande qu'un réel bilan de la mise en place des rythmes 2013 soit établi. Les élèves ont-ils

progressé grâce aux nouveaux rythmes ? Les conditions de travail des enseignants se sont-elles améliorées ? Ce n'est pas ce qu'a révélé la dernière enquête du SNUipp auprès des enseignants.

Les enseignant-es sont bien obligé-es de fonctionner malgré les carences de l'éducation nationale mais il y a des limites... Au mois de juin, le SNUipp-FSU avait lancé une alerte sociale.

Dès à présent le SNUipp-FSU a demandé une entrevue avec notre nouvelle ministre et se prépare à déposer un préavis de grève si notre avis est encore ignoré.